



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

FACE AU VIRUS H1N1 L'HÔPITAL « GRIPPÉ » PAR LES « RÉFORMES »

Si l'on écoute R. Bachelot et le gouvernement la France serait prête à faire face à l'arrivée de la grippe A. Dans les hôpitaux les « plans blancs » seraient en place.

Mais sur le terrain, loin de la « communication » et de la « gonflette » gouvernementales, la situation est bien différente.

Dans les hôpitaux, plans « blancs » ou pas, la galère s'aggrave.

Lits saturés, urgences débordées, effectifs soignants fonctionnant sans aucune marge de manœuvre c'est déjà la réalité d'aujourd'hui. Que se passera-t-il, si comme cela est annoncé 30% de la population est touchée par la grippe A en l'espace de quelques semaines ?

Même si le virus n'est pas très virulent, l'Hôpital va devoir faire face à un afflux exceptionnel de patients, qui le solliciteront, légitimement, et devront être accueillis en cas de complications. Les patients hospitalisés pour d'autres causes seront eux aussi concernés.

Enfin, les personnels seront également touchés par la grippe, et le nombre d'arrêts de travail sera inévitablement en hausse, sans parler de la garde des enfants, quand les établissements scolaires sont fermés.

Il faudra donc faire plus avec des effectifs réduits : c'est « mission impossible » !

Les responsables de cette situation sont connus : Nicolas Sarkozy et son gouvernement ! A la suite de leurs prédécesseurs « de droite » et « de gauche » ils n'ont eu de cesse de

réduire la place de l'hôpital public, de transférer ses missions au secteur privé, de faire fonctionner le service public comme une entreprise « rentable »

Avec la publication, cet été, de la loi « Bachelot » grippe ou pas, ils passent à la vitesse supérieure : Les fermetures de structures hospitalières et leur regroupement vont s'accélérer (passage de 1035 hôpitaux à 300 « communautés hospitalières de territoire »), « plans de retour à l'équilibre ». A court terme 20000 postes sont directement menacés.

Les « plans blancs » vont servir de prétexte au transfert de certaines activités lucratives vers les cliniques commerciales.



Ces plans prévoient en effet la suppression d'activités hospitalières programmées, pour faire face à la pandémie. Ces activités programmées (les plus lucratives) pourront être reprises par les cliniques qui elles sont dispensées des « plans blancs ».

En un mot : au service public, la réponse (coûteuse) à l'urgence..., au privé commercial les activités lucratives pour les actionnaires. C'est cela la « complémentarité public /privé » vantée par Bachelot !

La dramatisation politique et médiatique de l'épidémie, a aussi pour but de justifier un « état d'exception ». permettant la suspension des droits démocratiques et sociaux des personnels.

Une circulaire du ministère du travail du 3 juillet, prévoit de faire sauter l'encadrement des horaires de travail et des garanties collectives, d'imposer une « flexibilité » à tout va, pour assurer la continuité du travail dans les entreprises.

Les personnels hospitaliers seront-ils « taillables et corvéables » à merci et toute opposition sera telle assimilée à une « haute trahison ».

Notre santé vaut plus que leurs profits!

La « gestion » de la pandémie par ce gouvernement c'est : « les profits d'abord, la santé des hommes après »

Le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) fait lui au contraire des propositions qui ont pour fil conducteur : la santé des hommes (et des femmes d'abord) !

- Pour une prise en charge démocratique et citoyenne de l'épidémie.

Citoyens, personnels de santé doivent être les acteurs conscients et non des « petits soldats » soumis aux décisions autoritaires et incontrôlées d'un pouvoir autoritaire.

Pas de suspension des droits sociaux et démocratiques !

Cette prise en charge permettra des réponses adaptées, à l'inverse de la vaccination systématique dont le but est essentiellement économique : maintenir au travail à tout prix l'essentiel de la population.

- Gratuité totale des soins.

Consultations médicales, séjours hospitaliers, médicaments doivent être totalement gratuits pour tous !

- Réquisition des cliniques privées.

Selon Roselyne Bachelot « un établissement n'a pas besoin d'être public pour remplir une mission de service public ». Qu'elle mette en œuvre ses propos ! C'est à l'ensemble des établissements hospitalier d'assumer le choc de l'épidémie !

- Suspension de toute fermeture et de toute restructuration hospitalière.

- Attribution de moyens financiers

nécessaires aux hôpitaux pour faire face à leur surcroît d'activité, pour des recrutements exceptionnels.

- Retrait de la loi Bachelot !

- Attribution de congés exceptionnels pour

garder les enfants en cas de fermetures d'établissements scolaires et de crèches. Ou si impossible, organisation et prise en charge intégrale de ces gardes par les établissements.

NON À L'ACCROISSEMENT DU « FORFAIT HOSPITALIER » SOINS GRATUITS POUR TOUS !

Le gouvernement vient d'annoncer son projet de faire passer le forfait hospitalier de 16 à 18. Ce serait une augmentation de 13% de cet impôt sur le malade hospitalisé ! Il annonçait en même temps un nouveau déremboursement des médicaments anti-douleur (paracétamol...) de 35 à 15% !

Comment paieront les 8% de patients qui faute de moyens n'ont pas de mutuelles ? Pour les autres l'augmentation du forfait hospitalier se traduira par une nouvelle augmentation de leurs assurances complémentaires qui prévoient dès maintenant une augmentation des cotisations de 8% par an dans les années à venir ! Le droit pour tous et toutes aux soins sera encore moins garanti !

Ces mesures sont une nouvelle fois justifiée au nom du prétendu « déficit » de la sécurité sociale ! Rappelons donc une nouvelle fois, que le déficit est le résultats de choix politiques (31 milliards d'exonération de cotisations dites patronales, alors que le « déficit » est de 20 milliards ! Sans parler des suppressions d'emplois et des bas salaires qui sont autant de cotisations sociales en moins !